

VEILLE CLIMAT, ENERGIE,

ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 29 – 16 septembre 2022

* Sommaire

Fait marquant

• Le soutien aux entreprises pour les aider à faire face à la hausse des prix de l'énergie ne sera sans doute pas versé dès le 1^{er} octobre

Climat & Energie

- Plusieurs voix s'élèvent pour demander au gouvernement de compléter son plan pour réduire le coût de l'énergie par des mesures d'efficacité d'énergétique
- L'examen parlementaire du projet d'Energy Security Bill est interrompu
- Une large majorité de la population britannique soutient le développement des énergies renouvelables

Environnement

- Charles III, un roi engagé pour la protection de l'environnement
- La Présidente de l'Office for Environment Protection, Dame Gleny Stacey, a dévoilé ses priorités pour l'année à venir
- L'Office for Environment Protection appelle le gouvernement à la prudence concernant les modifications du droit de l'environnement envisagé dans le projet de « Levelling Up and Regeneration Bill »

Industrie

- La hausse des coûts de construction menace la mise en œuvre des projets en lien avec le levelling up
- Le gouvernement devrait se prononcer le 3 octobre sur le rachat de Newport Wafer Fab

Transports

- Des grèves de plusieurs jours sont annoncées dans deux des principaux ports de marchandises en Angleterre
- Les opérateurs adaptent leurs plans de transport à Londres dans le cadre des funérailles nationales d'Elizabeth II le 19 septembre

Fait marquant

Le soutien aux entreprises pour les aider à faire face à la hausse des prix de l'énergie ne sera sans doute pas versé dès le 1^{er} octobre

Alors que Liz Truss a promis aux entreprises une aide « équivalente » à la « garantie sur les prix de l'énergie » annoncée pour les ménages, la mise en œuvre de cette mesure au 1er octobre apparaît compromise. En effet, le gouvernement n'a pas encore arbitré ses modalités de versement, nécessairement plus complexes que le gel des factures des ménages du fait de l'absence d'un plafond préexistant, et qui pourraient nécessiter une disposition législative. Or plusieurs entreprises, notamment dans l'industrie manufacturière et l'hôtellerie-restauration, estiment que cette situation menace leur activité alors que de nombreux contrats d'énergie, négociés pour plusieurs années à des tarifs fixes, arrivent à échéance début octobre. Le gouvernement a tenté de rassurer le secteur privé en s'engageant à verser l'aide rétroactivement à compter du 1er octobre si nécessaire et indiquant que les détails du soutien aux entreprises seraient précisés lors de la présentation du budget rectificatif attendue en fin de semaine prochaine.

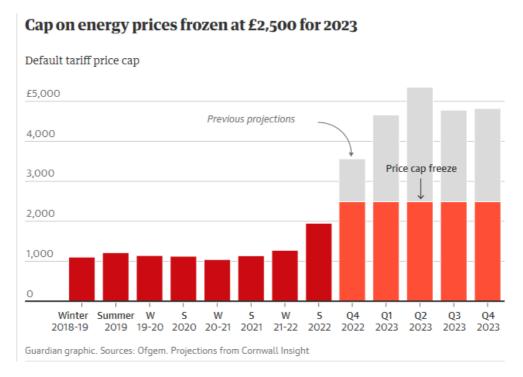
Le chiffre de la semaine

86 %

C'est le taux de fréquentation des <u>trains</u> britanniques par rapport à leur niveau pré-Covid lundi 12 septembre. Il s'élève à 67 % pour les métros et 82 % pour les bus londoniens. Pour rappel, *Transport for London (TfL)* bénéficie toujours d'un soutien du gouvernement lui permettant de compenser en partie l'impact de la baisse des recettes passagers.



Le graphique de la semaine



Evolution du *price cap* sur les factures d'énergie depuis 2018

Climat & Energie

Flash – Le député conservateur Chris Skidmore a été chargé par la Première Ministre Liz Truss de piloter la révision de la stratégie climat du Royaume-Uni (*Net Zero Strategy*) avec une approche « *efficace économiquement* ». Son rapport est attendu d'ici la fin de l'année 2022. Chris Skidmore est connu pour être un fervent défenseur de l'ambition climatique du Royaume-Uni.

Flash – Selon le think tank *Energy and Climate Intelligence Unit* (ECIU), <u>la hausse des prix du gaz serait responsable de 95 % de la hausse de la facture d'énergie</u> pour un ménage britannique moyen, soit directement, soit indirectement via la hausse des prix de l'électricité.

Flash – Le déploiement de panneaux solaires sur les toits des entrepôts britanniques pourrait, selon un <u>rapport</u> de l'association professionnelle de la logistique *UK Warehouse Association*, doubler la capacité de production d'énergie solaire du Royaume-Uni. Le secteur serait en mesure d'installer 15 GW de puissance permettant de générer 13,8 TWh d'électricité verte, ce qui réduirait de 40 % à 80 % la facture d'énergie des entrepôts, soit une économie de près de 3 Md£ par an.

Flash – Selon une <u>étude</u> de l'ONG Debt Justice réalisée à partir de données de l'Ofgem, les ménages britanniques auraient cumulé 2,1 Md£ d'arriérés de paiement sur leurs factures d'énergie au cours du 1^{er} trimestre 2022, soit une hausse de 38 % par rapport au 1^{er} trimestre 2021. L'ONG demande en conséquence au gouvernement d'effacer cette dette pour aider les familles à passer l'hiver.

Flash – Le *Speaker* de la Chambre des Communes souhaite étudier la possibilité d'<u>exploiter</u> <u>l'énergie marémotrice de la Tamise</u> pour alimenter le Parlement britannique en électricité. Cette proposition pourrait toutefois se heurter à des obstacles techniques, à commencer par la faible profondeur de la Tamise devant le Palais de Westminster.

Plusieurs voix s'élèvent pour demander au gouvernement de compléter son plan pour réduire le coût de l'énergie par des mesures d'efficacité énergétique

Alors que la Première ministre a présenté son plan pour faire face à la crise énergétique le 8 septembre, plusieurs think tanks, chercheurs, ONG, entreprises et leaders d'opinion critiquent, par le biais de rapports ou de tribunes, l'absence de mesures visant à réduire la consommation d'énergie, notamment dans le secteur du bâtiment. Selon un rapport du think tank Institute for Government, le parc de logements du Royaume-Uni serait le plus vieux et le moins performant énergétiquement d'Europe. Dénonçant une « décennie perdue » pour la rénovation énergétique, ce dernier appelle le gouvernement à lancer un vaste programme combinant subventions, prêts et mesures fiscales afin de faire baisser la facture énergétique du pays, estimant que de tels investissements pourraient générer 27 Md£ d'économies pour les ménages dès 2023.

L'examen parlementaire du projet d'Energy Security Bill est interrompu

D'après la presse, le ministre des Entreprises, de l'Energie et de la Stratégie industrielle (BEIS), Jacob Rees-Mogg, aurait décidé d'<u>interrompre l'examen du projet d'Energy Security Bill</u> et pourrait le retirer définitivement, afin de prioriser la réforme du marché de l'électricité et l'accélération du déploiement des énergies renouvelables. Il souhaiterait découpler le prix de l'électricité de celui du gaz et envisagerait à cette fin d'introduire un nouveau régime de tarification différencié selon les régions, de façon à inciter à l'accroissement de la production d'énergies renouvelables et au déploiement de réseaux intelligents. Pour mémoire, le projet d'<u>Energy Security Bill</u> avait été présenté au Parlement début juillet par Kwasi Kwarteng, prédécesseur de Jacob Rees-Mogg et désormais Chancelier, et conçu comme la « plus grande réforme du système énergétique britannique » depuis dix ans.

Une large majorité de la population britannique soutient le développement des énergies renouvelables

D'après un <u>sondage</u> réalisé par l'organisation professionnelle *RenewableUK*, 77 % des 6 000 personnes interrogées souhaiteraient que le Gouvernement investisse davantage dans de nouveaux projets d'énergie renouvelable afin de faire baisser les factures d'énergie et soutienne le développement de projets dans leur circonscription. Ce chiffre monte à 84 % pour les électeurs Conservateurs. Selon un autre <u>sondage</u> commandé par la plateforme d'investissement *Thrive*

Renewables, près de 70 % des investisseurs particuliers souhaiteraient que le Royaume-Uni accroisse ses investissements dans les énergies renouvelables.

Environnement

Charles III, un roi engagé pour la protection de l'environnement

Le nouveau souverain britannique, Charles III, est connu pour ses convictions et ses engagements de longue date pour la protection de l'environnement. Dès 1970, il alertait sur les dangers des pollutions plastiques et chimiques. Son intérêt pour les enjeux environnementaux n'a jamais faibli depuis, que ce soit au sujet de la déforestation des forêts tropicales, de l'agriculture, de l'eau, de la sécurité alimentaire, du déclin des tourbières, du changement climatique... En tant que Prince de Galles, il avait lancé plusieurs initiatives visant à mobiliser les entreprises et les convaincre d'investir dans des activités plus respectueuses de l'environnement. Il avait également adopté l'agriculture biologique dans le domaine de sa résidence d'Highgrove dès 1985 et marqué son opposition aux OGM. Plus récemment, il s'est distingué par ses appels à une action plus résolue pour lutter contre le changement climatique, notamment par la publication d'un livre en 2017 et son appel au lancement d'une « campagne de type militaire » à la COP 26 de Glasgow.

Alors que la Constitution informelle du Royaume-Uni impose au souverain une neutralité politique, le nouveau roi a déjà prévenu dans son premier discours à la nation et au Commonwealth qu'il ne pourrait plus consacrer « autant de temps et d'énergie à ses engagements, auxquels ils tient profondément ». Même si sa liberté d'opinion sera restreinte par sa fonction, il devrait néanmoins continuer de marquer son attachement à la protection de l'environnement.

La Présidente de l'Office for Environment Protection, Dame Gleny Stacey, a dévoilé ses priorités pour l'année à venir

Pour mémoire, l'Office for Environment Protection est une nouvelle autorité administrative indépendante créée en novembre 2021 par l'Environment Act et chargée de contrôler la bonne application du droit de l'environnement, ainsi que l'action du gouvernement en matière de protection de l'environnement. Dans son discours, elle a rappelé l'urgence d'apporter des réponses à la crise écologique en dépit de l'actualité, alors que la moitié des indicateurs environnementaux suivis par l'OEP ne se sont pas améliorés ou se sont détériorés au cours des 25 dernières années. Elle a notamment insisté sur l'importance d'une mise en œuvre effective du droit de l'environnement, associée à une gouvernance robuste et à une transparence accrue de l'action du gouvernement.

L'Office for Environment Protection appelle le Gouvernement à la prudence concernant les modifications du droit de l'environnement envisagé dans le projet de Levelling Up and Regeneration Bill

Dans un <u>avis</u> daté du 8 septembre, l'Office for Environment Protection a pointé les risques de la nouvelle approche du droit de l'environnement prônée par le projet de Levelling Up and Regeneration Bill actuellement examiné au Parlement. Ce dernier pourrait donner aux ministres le pouvoir d'amender les régimes existants d'étude d'impact environnemental et d'étude environnementale stratégique par des actes de législation secondaire. Selon l'OEP, l'étude d'impact de cette nouvelle législation est insuffisante pour que le Parlement puisse délibérer de façon éclairée, qu'il s'agisse des améliorations attendues des nouveaux régimes par rapport aux régimes existants ou du niveau d'ambition générale pour la protection de l'environnement. L'OEP demande enfin des éclaircissements quant aux intentions du gouvernement à l'égard des études d'impact « Habitat », qui pourraient être modifiées par cette loi.

Industrie

Flash – La Society of Motor Manufacturers (<u>SMMT</u>) sera présente au salon automobile international de Francfort, via une délégation de 22 entreprises, soit la plus importante délégation depuis 2019. La *SMMT* rappelle à cette occasion que le secteur automobile britannique représente 350 000 emplois, 54 000 entreprises pour un chiffre d'affaires annuel de 50 Md£.

La hausse des coûts de construction menace la mise en œuvre des projets en lien avec le *levelling up*

Dans le cadre de cette politique de rééquilibrage régional, le gouvernement a alloué 4,8 Md£ pour la période 2021-2025 afin de financer des <u>projets</u> de régénération urbaine et d'amélioration des infrastructures. Selon le *District Councils Network*, (*DCN*) qui rasemble 183 conseils municipaux, l'<u>inflation</u> et son impact sur les coûts de construction rendent ce montant insuffisant pour répondre aux besoins des autorités locales. Selon une enquête menée par le *DCN* cet été, 40 % de ses membres ont indiqué que l'inflation les obligeait à retarder leurs projets ou les rendaient « non viables » dans leur forme actuelle. Le ministère en charge du *Levelling up* a indiqué travailler avec les autorités locales pour comprendre les effets de l'inflation et pourrait octroyer des financements supplémentaires afin de compenser ces effets sur le coût des projets.

Le gouvernement devrait se prononcer le 3 octobre sur le rachat de Newport Wafer Fab

Newport Wafer Fab est le plus grand producteur de couches de silicium (utilisées dans la fabrication des semi-conducteurs) au R-U et emploie environ 450 personnes au Pays de Galles. En 2021, Nexperia, alors second actionnaire de Newport, a acquis l'entreprise qui faisait face à d'importantes difficultés financières. Ce rachat avait suscité la controverse, Nexperia étant détenue par la société chinoise Wingtech Technology. En mai 2022, Kwasi Kwarteng, alors ministre des Entreprises, de l'Energie et de l'Industrie (BEIS) a suspendu cette acquisition en vertu du National Security and Investment Act. Cette loi permet au gouvernement de limiter ou de bloquer les transactions étrangères impliquant des actifs nationaux stratégiques. Le

gouvernement doit se prononcer définitivement sur ce rachat le 3 octobre. Selon des informations rapportées par le *FT*, il pourrait demander à *Nexperia* de réduire « largement » son actionnariat dans *Newport*. Le co-fondateur et ancien propriétaire de l'entreprise, Drew Nelson, aurait également présenté une offre de rachat.

Transports

Flash – Rolls Royce annonce la <u>mise en vente de moteurs de navires bas carbone</u> à partir de 2023. Lorsqu'ils sont alimentés par huile végétale hydrotraitée (HVO), ces moteurs pourraient réduire les émissions de CO2 jusqu'à 90 % par rapport à un moteur diesel conventionnel.

Des grèves de plusieurs jour sont annoncées dans deux des principaux ports de marchandises en Angleterre

Après une première grève du 21 au 29 août 2022, le syndicat *Unite*, qui représente 1900 salariés du port de <u>Felixstowe</u>, a annoncé une nouvelle grève du 27 septembre au 5 octobre. Ses adhérents ont rejeté la nouvelle proposition de la direction du port, qui comprenait une hausse des salaires de 7 %, rétroactive au 1^{er} janvier et assortie d'une prime de 500 £, considérant qu'elle était sensiblement inférieure au niveau de l'inflation (9,9 % en août). En revanche, une autre branche de ce syndicat, qui représente 500 employés, aurait accepté cette offre. Le port de Felixstowe traite près de la moitié du trafic de conteneurs arrivant au R-U: la grève pourrait donc pertuber les approvisionnements des entreprises qui constituent leurs stocks à l'approche des fêtes de fin d'année. Les employés du port de <u>Liverpool</u> feront également grève du 19 septembre au 3 octobre, après avoir rejeté une offre similaire à celle du port de Felixstowe (hausse des salaires de 7 % et prime de 740 £).

Les opérateurs adaptent leurs plans de transport à Londres dans le cadre des funérailles nationales d'Elizabeth II le 19 septembre

Transport for London (TfL) a averti de perturbations sur son réseau (retards, fermeture de certaines stations, modifications de certains trajets) en raison d'une hausse du nombre de passagers dès cette semaine, particulièrement dans le centre de Londres. TfL a également invité à limiter l'usage de la voiture. Afin de répondre à ce qui s'annonce comme un plus grand « défi logistique » que les Jeux olympiques de 2012, des <u>trains</u> supplémentaires circuleront à partir de mercredi, depuis et vers la capitale britannique. La Elizabeth line, ligne de métro et trains de banlieue, sera exceptionnellement ouverte le dimanche 18 septembre (alors que le service ne sera assuré le dimanche qu'à partir du 6 novembre). Les vols depuis Heathrow seront déroutés ou retardés les 14 et 19 septembre afin d'éviter que le bruit des avions ne perturbe les processions. Enfin, pour mémoire, les syndicats des transports avaient annoncé une suspension des grèves prévues en septembre dans le secteur ferroviaire, par respect pour la monarque.

VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT DE LONDRES

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.



Rédacteurs:

Responsable de la publication: Service Economique Régional de Londres Léa Auclair (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revu par Stanislas Godefroy

Pour s'abonner: